

# “Les Américains étaient à Bujumbura, avec des Rangers et des hélicoptères d’attaque, huit jours avant l’attentat”

Gilbert Dupont

La Dernière Heure, 3 septembre 2022

**L’ex-colonel Luc Marchal déballe tout sur l’attentat du Falcon, la mort des dix paras et le génocide rwandais.**



Le colonel Marchal dirigeait le détachement militaire au Rwanda © D.R.

En avril 1994, le colonel Marchal dirigeait le détachement militaire missionné par les Nations unies pour maintenir la paix au Rwanda. Le 6 avril, Luc Marchal se trouvait à Kigali quand l’avion Falcon 50 transportant notamment le président rwandais Juvénal Habyarimana et le président burundais Cyprien Ntaryamira était abattu par des mis-

siles sol-air. L’attentat amorçait le génocide qui allait faire plus de 800 000 morts.

Le lendemain, dix de ses hommes, dix paras du 2 Codo de Flawinne, étaient sauvagement assassinés.

Comment en est-on arrivé là ?

Dans *Enquêtes sur un attentat, Rwanda, 6 avril 1994*, le journaliste d’investigation Charles Onana rapporte que le colonel belge s’efforce encore, en vain, dans son pays et à l’étranger, de rompre l’omerta qui protège les véritables responsables de l’attentat : les planificateurs.

L’officier est désormais à la retraite. Y a-t-il gagné en liberté de parole ?

Vingt-huit ans après, rencontre, en Brabant wallon, avec l’ex-colonel pour qui la vérité passe par Paul Kagame, l’immuable président rwandais. “Kagame, fait-il, *c’est pour moi une évidence.*”

“*Des obsèques nationales ont été organisées à la mémoire des dix Casques bleus et on les a décorés à titre posthume. C’était amplement justifié mais il reste l’essentiel auquel on n’a pas répondu : trop de questions et de zones d’ombre à éclaircir.*”

La page Rwanda, pour Luc Marchal, n'est pas tournée. Il ne se passe pas un jour qu'il ne cherche à comprendre.

Sa réflexion, depuis des années, porte sur un détail de l'histoire, une mission exécutée le jour de l'attentat, une mission d'escorte réalisée dans le Parc de l'Akagera par le lieutenant Lotin et certains de ses hommes au profit du FPR, le Front patriotique rwandais dont Kagame était l'homme fort. Une mission en contradiction totale avec les procédures militaires et qui plus est, arrangée par un responsable du FPR.

En les envoyant dans l'Akagera officiellement pour y "*contrôler l'état de la faune et de la flore*", on les a fait passer, à deux reprises, à proximité du lieu d'où les missiles ont été tirés sur le Falcon présidentiel. La seconde fois, deux heures à peine avant l'attentat.

C'est ce que Luc Marchal, qui peine à croire aux coïncidences, cherche aujourd'hui à comprendre. "*Y a-t-il une relation entre cette mission d'escorte organisée en dehors des procédures en vigueur par un agent du FPR, et l'attentat sur l'avion qui a amorcé le drame rwandais ?*"

Très rapidement, l'information circule sur le réseau radio que les Belges sont accusés d'avoir participé à l'attentat. Et tout s'enclenche. Le lendemain, le lieutenant Lotin et ses hommes sont désarmés et conduits en minibus au camp Kigali, livrés à la soldatesque et massacrés, un militaire, l'adjudant-chef Léonard Sebutiyongera, les ayant désignés, dès leur arrivée, comme les responsables de la mort du président Habyarimana.

*"La veille, ils auraient dû se rendre dans le parc des Virunga. Pourquoi a-t-on modifié la*

*destination de la mission et les a-t-on envoyés à l'Akagera, les faisant ainsi passer, à l'aller comme au retour, à proximité de l'endroit d'où les missiles allaient être tirés ? Pourquoi cette 'mission Akagera' a-t-elle été organisée et exécutée sans l'autorisation de l'autorité compétente de la Minuar, et pourquoi l'a-t-elle précisément été au moment de la relève du premier bataillon belge ? Hasard ou volonté de profiter de ce contexte particulier ?"*

L'explication, qui saute aux yeux, est-elle la bonne ?

Le problème, pour Luc Marchal, est que personne ne veut comprendre que c'est une des pièces essentielles du puzzle. Et que personne, depuis 28 ans, ne cherche à l'approfondir.

Pour Luc Marchal, tout accuse Paul Kagame et son Front patriotique rwandais. "*Je raisonne en militaire. À partir de là, tout s'est enchaîné sans délai. L'offensive du FPR a immédiatement suivi l'attentat. Or, en la matière, l'improvisation n'est pas de mise. Il avait fallu tout planifier, constituer des stocks logistiques pour assurer la poursuite des opérations durant plus de trois mois, diffuser les ordres jusqu'aux plus petits échelons et mettre les unités dans leurs positions de départ, prêtes à réagir à l'ordre d'exécution. Il ne faut pas être breveté d'état-major pour comprendre que la simultanéité entre l'attentat et le début des opérations désigne le FPR, et inévitablement celui qui le dirigeait, Kagame. Pour perpétrer l'attentat, il n'y avait qu'eux. Il fallait des missiles et des gens formés. Nous, nous n'avions ni l'un ni l'autre. Les Français sur place non plus. Encore moins les forces gouvernementales rwandaises. Paul*

*Kagame, c'est une évidence. L'attentat était l'acte indispensable dont il avait besoin pour s'emparer du pouvoir par les armes et imposer sa dictature."*

Presque trente ans ont passé et Kigali est toujours aux mains des mêmes. *"Je suis écœuré de voir ce qui se passe depuis des décennies dans la région des Grands Lacs. Parce que là, on en est à des millions de morts, et cela continue, malgré les appels au secours du Dr Denis Mukwege, le Prix Nobel de la Paix. Quand je vois Kagame à la télévision, je ne peux m'empêcher de faire un certain parallèle avec le président Mobutu. Tant que ce dernier a été utile aux Américains et aux Anglo-Saxons en général, il est resté en place. Quand Mobutu n'a plus été utile, on sait ce qui lui est arrivé. Ma conviction est que tant que Paul Kagame conservera un certain intérêt pour ses 'sponsors' américains, il restera intouchable".*

Le colonel Marchal dit ce qu'il sait, ce qu'il a vu, entendu et vécu. Le surlendemain de l'attentat, l'ambassadeur américain, David Rawson, avec lequel il était en contact, lui révélait que des Rangers se tenaient à Bujumbura, prêts à intervenir avec des hélicoptères d'attaque.

Bujumbura est à peine à 40 minutes de vol de Kigali. *"L'ambassadeur Rawson m'a communiqué un numéro de téléphone en m'informant que je pouvais compter sur lui et les Rangers si la situation s'aggravait. Encore une fois, je raisonne en militaire. Si les Américains étaient à Bujumbura et prêts à intervenir deux jours après l'attentat, c'est qu'ils y étaient avant l'attentat. En fait, ils étaient là huit jours avant, sans avoir rien*

*demandé aux autorités burundaises, et donc sans autorisation de leur part. Que faisaient-ils là ? Et pourquoi sont-ils repartis dix jours après, toujours sans donner d'explication ?"*

Avec trente ans de recul, Luc Marchal se dit persuadé que *"Paul Kagame n'a pas fait tout tout seul"* mais *"a sérieusement été aidé, entre autres, par les États-Unis et la Grande-Bretagne de Tony Blair"*. Tony Blair dont il relève qu'il devint, par la suite, le conseiller personnel de Kagame, bah tiens.

Luc Marchal cite le nom d'un personnage resté sous les radars : l'Américain Roger Winter. Winter, dont on parle si peu, était l'*"homme de Kagame"* auprès de l'administration Clinton. Ajoutez que Kagame était sorti deux ans plus tôt d'un stage de commandement militaire effectué à Fort Leavenworth, au Kansas.

L'entretien se poursuit et Luc Marchal n'en a pas fini. *"Au-delà de ces réalités historiques que les Anglo-Saxons s'évertuent à occulter, je ne comprends pas et je ne peux admettre que même ici, en Belgique, personne ne veut ouvrir les yeux. Je ne peux accepter qu'on pactise avec un régime voyou. Je le dis en pensant à ces millions de personnes mortes depuis trente ans dans l'est du Congo. Voyez comment Kagame traite les opposants, Victoire Ingabire, Déo Mushayidi, Bernard Ntaganda, Diane Rwigara, Yvonne Idamange et tant d'autres. Je pense à Paul Rusesabagina (possédant pourtant aussi la nationalité belge) qu'on est allé enlever il y a exactement deux ans à Dubaï, comme le fait la mafia. Tant d'éléments concrets se sont accumulés et on ferme les yeux. Désolé, pour moi, pactiser avec Kagame, ce serait comme pactiser*

*avec Hitler. Où est la différence ?”*

*Ne lui parlez pas de justice. “À ma connaissance, aucun responsable du FPR n’a dû répondre de ses actes devant la justice internationale ou une justice nationale, comme ce fut le cas de nombreux responsables gouvernementaux rwandais. On est confronté à une*

*justice à géométrie variable. Même celui qui a envoyé le lieutenant Lotin dans cette curieuse mission d’escorte dans le parc de l’Akagera sur laquelle je m’interroge, vit le plus tranquillement du monde en Belgique, depuis de nombreuses années.”*